

## Le mouvement des Gilets jaunes comme conflit asymétrique

Michel GOYA  
26 janvier 2019.

Le mouvement des Gilets jaunes est une guérilla moderne, sous le seuil heureusement lointain de la guerre civile, mais guérilla quand même dans son sens premier de petite guerre. De la guerre, il en a le caractère politique et la volonté de faire plier une entité politique opposée : le président de la République, désormais en première ligne après avoir fait le vide entre le peuple et lui.

Techniquement, c'est une guérilla intelligente utilisant au mieux les capacités d'organisation, de mobilisation, mais aussi de résonance des technologies de l'information, des réseaux sociaux aux chaînes d'infos. Certaines trouvailles tactiques sont remarquables, comme l'emploi du gilet jaune, une sorte de cape de visibilité pour ceux qui se sentaient dans l'ombre, le choix des rond-points comme points d'occupation, la combinaison de cette occupation et des « actes », comme au théâtre. D'autres initiatives, par les actes et la parole, sont également désastreuses (et/ou intolérables comme la dégradation de l'Arc de triomphe) mais construit par en bas avec de multiples initiatives, essais et erreurs, le mouvement a émergé comme système efficace de lutte. Tout cela n'est pas nouveau.

Les tentatives d'organisations de contestations sont en réalité fréquentes mais peu atteignent une masse critique. Pour atteindre un seuil de visibilité et de puissance (désormais presque des synonymes), il ne faut pas seulement de l'intelligence tactique. Il y a en France des professionnels de l'« agit-prop » qui s'« agitent » en vain depuis des années, car leur cause ne rencontre pas de masse. Pour réussir et susciter des centaines de milliers de volontaires de lutte, avec cela implique d'efforts, il faut toucher le cœur et l'esprit de millions de gens.

Pour toucher des millions de gens en ces temps de mondialisation, il faut évoquer sa face sombre : l'insécurité sous toutes ses formes. En ce sens, le mouvement des Gilets jaunes est aussi une guérilla moderne, car c'est une guérilla « en réaction ». Pour les thuriféraires de la mondialisation, la « grande ouverture » et la multiplication des flux en tous genres, financiers, matériels, informatifs, humains, devaient avoir pour effet d'apporter progressivement le meilleur à tous. Le monde devenait ainsi de plus en plus plat, selon l'expression de Friedman, c'est-à-dire de plus en plus lisse et uniforme, et même fixe (la fin de l'histoire) dans l'optimum des marchés en tous genres.

Ils n'avaient pas tort sur les bienfaits macroéconomiques de l'affaire puisque « globalement » jamais autant de monde n'est sorti de la pauvreté en aussi peu de temps. Ils avaient tort sur l'uniformisation. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les costumes typiques des Alsaciennes et des Bretonnes étaient très proches. Puis, au fur et à mesure de la multiplication des échanges au sein de la France ouverte grâce au chemin de fer, aux technologies de l'information, et à la volonté de centralisation, les costumes ont divergé jusqu'à être très différents à la fin du siècle. L'ouverture a généré un sentiment d'insécurité et ce sentiment a poussé à une réaction identitaire. C'est un détail folklorique mais qui illustre combien les réactions, si elles n'ont pas été toujours violentes, ont été vives au cours de cette Première mondialisation, contestations

sociales, crainte devant l'arrivée de nombreux étrangers (notamment les « dangereux » catholiques polonais et italiens) et même le long mouvement terroriste des anarchistes.

Lorsqu'il n'y a que le sentiment de subir advient rapidement celui de la colère. Lorsqu'on a le sentiment d'être piégé dans sa classe parce qu'une aristocratie bloque l'ascenseur social et squatte les hauts étages, lorsqu'on a le sentiment d'être coincé dans son travail parce qu'il est difficile d'en trouver un autre ou de monter en grade puisque les grades sont occupés par les machines pensantes, lorsqu'on a le sentiment de subir à plein la pression fiscale parce que justement on ne peut s'en échapper, lorsque ses revenus stagnent alors que l'on sait que la richesse globale augmente, lorsqu'on voit enfin ses façons de vivre ne plus forcément constituer la norme de ceux que l'on accueille, cela finit par faire beaucoup.

Lorsque le beaucoup s'accumule et ne trouve pas d'exutoire, il devient forcément le trop. Il fut un temps en France où les poches de colère, pour reprendre l'expression d'Arjun Appadurai, trouvaient une écoute et une réponse dans certains partis politiques, à gauche notamment. Il fut un temps où des intellectuels se targuaient d'être l'avant-garde de la France d'en bas. Ils se plaisaient même à dire qu'ils en étaient issus, même si ce n'était pas le cas. Ce temps n'est plus depuis longtemps. Les partis de gauche ont été détruits par la mondialisation, par défaut de modèle alternatif efficace pour les uns, par séduction pour les autres. Quant aux intellectuels, ils ont rapidement abandonné le peuple (les beaufs) et l'universalisme après mai 1968 pour s'intéresser à des « communautés » ou « sections ». La démocratie ne fonctionne bien que si elle permet l'alternance de deux agrégats de valeurs également estimables mais plutôt opposés, comme la création destructrice et la protection, la liberté et l'égalité. Les effets négatifs de l'un finissent par être compensés par les effets positifs de l'autre selon un régime stable dans son instabilité et sa souplesse. Lorsque ne règne qu'un seul modèle, le système n'est stable que par sa rigidité et son destin est la cassure.

Comme dans le film *Ridicule* de Patrice Leconte, on reconnaît une aristocratie à l'âge des vanités (Chateaubriand) à son aveuglement ou au mieux pour certains à son inertie consciente. Tout ce qui a été dit plus haut n'est pas une nouveauté. Qui n'a pas entendu depuis des années que « ça allait péter » ? Qui a pu bien être surpris par le fait que le sentiment croissant d'injustice, de mépris et d'insécurité de toute une partie du peuple allait déboucher sur autre chose que le vote « hors système » ou l'abstention ? On savait aussi qu'il était possible de se mobiliser via les « nouvelles » technologies de l'information sans passer par les cadres partisans. Des tentatives de révolte horizontale, il y en a eu régulièrement dont certaines ont réussi à prendre forme, comme les émeutes de banlieue d'octobre-novembre 2005, quelques mois après un référendum sur la Constitution européenne dont le triomphe annoncé du oui avait été largement enrayé par une guérilla internautique. En octobre 2013, ce n'était pas les banlieues qui s'enflammaient mais les Bonnets rouges bretons.

Tout cela était bien connu, documenté, écrit. On disait que Christophe Guilluy avait été entendu par tous les candidats à la présidentielle, voire à plusieurs présidentielles successives, sans visiblement qu'il soit écouté. L'écouter supposait en effet des ruptures. Il fallait revenir à un peu plus de protection, la mission première de l'Etat, un peu plus de justice et à un peu moins de mépris. C'était impossible sans une « nuit du 4 août » et la fin des multiples privilèges réels ou fantasmés (mais comment savoir quand tout est caché) d'une élite, désormais largement endogamique, et apparemment seule à profiter des bienfaits de l'ouverture. Comme par ailleurs concevoir une colère ? Beaucoup de gens subissent la mondialisation à la française

mais ils bénéficient aussi d'un magnifique système de redistribution. Pourquoi les gens se plaindraient-ils quand des centaines de millions d'autres rêveraient d'être à leur place. Oui mais voilà l'être humain ne se nourrit pas que d'allocations. Passé la satisfaction des besoins vitaux, il se nourrit de justice. Il est même possible que cela fasse partie des besoins vitaux. Frustration d'un côté, vieil aveuglement et nouvelles maladdresses de l'autre, le choc était inévitable.

Comme toujours dans les conflits de ce type, beaucoup de choses se jouent au début lorsque les analyses et le choix qui sont faits rétrécissent très vite le champ des possibles. Le diagnostic qui est fait, par le pouvoir en particulier, est fondamental. Que celui-ci sous-estime le phénomène et la contestation aura le temps de s'incruster dans le paysage. Que la réponse soit inadéquate et l'adversaire s'en trouvera renforcé. C'est exactement ce qui est arrivé et c'est hélas très classique. Un diagnostic honnête impose toujours une remise en cause, exercice difficile mais pourtant moins douloureux que la gestion de la suite. La reconnaissance d'une confrontation politique suppose aussi la désignation *de facto* d'un interlocuteur, et donc de conférer à ceux à qui on s'oppose un statut d'égal. Cela va de soi lorsqu'on affronte un autre État, quoiqu'on ait souvent tendance à le dévaloriser (« État-voyou », « membre de l'axe du mal »), c'est très rare lorsqu'on affronte une autre organisation politique. On qualifiera plus volontiers le mouvement opposé de tout autre chose que politique. Il sera social ou sociétal au mieux, criminel au pire. Dans le premier cas, il suffit d'attendre que les manifestants arrêtent de faire des ronds pour rien, dans le second cela supposera une réponse policière qui exemptera de tout dialogue, négociation et surtout de remise en cause. Cette négation peut parfois fonctionner si le mouvement opposé n'a pas de masse de soutien, elle échoue dans les autres cas.

La réponse à un incendie doit être rapide et il ne faut pas lancer l'eau à côté. La première réponse aux Gilets jaunes a été lente, car centralisée, et ratée. Il ne s'agissait pas d'une révolte contre « une taxe qui allait sauver la planète » mais d'un mouvement politique. C'est dès le début qu'il fallait faire le discours qui n'est venu que le 10 décembre, presque un mois après le début des événements. Entre temps, la violence s'est installée, initiée par les profiteurs d'un côté, voleurs, casseurs, radicaux, parfois tout ensemble, mais aussi par les erreurs de la réponse policière, initialement hésitante au niveau opérationnel et parfois maladroite au niveau tactique. Dans le monde militaire, on parle depuis plus de vingt ans de « caporal stratégique », cette capacité pour un seul soldat de déclencher, généralement par une erreur, des effets considérables grâce notamment à l'amplification des médias. Il y a de la même façon des « policiers stratégiques ». Quelques erreurs, minimes en nombre au regard du nombre total d'actions mais graves par leurs effets, vont contribuer à accroître la colère et la violence au lieu de la contrôler.

À ce jour, avec 2 700 blessés de part et d'autre, majoritairement et surtout pour les plus graves du côté des Gilets jaunes, le mouvement est le plus violent que la France ait connu depuis la fin de la guerre d'Algérie. Les effets politiques de la violence sont ambigus. Ils peuvent être utilisés pour discréditer les Gilets jaunes mais dans le même temps, outre que les torts sont devenus plus ou moins partagés en la matière, il est évident, hélas, que le pouvoir n'a cédé que sous cette pression.

La force du mouvement des Gilets jaunes a été sa structuration émergente et sa capacité à fédérer des sentiments de colère, sa faiblesse est d'être un mouvement en réaction. Il n'y a pas

d'objectif positif, de projet cohérent et structuré de société seulement une expression de sentiments, de besoins et, parfois de fantasmes. La Révolution française avec ses pulsions parfois immenses de violence ou ses innombrables rumeurs stupides (les infox de l'époque), était encadrée et structurée par un corpus idéologique mouvant mais puissant. Chez les Gilets jaunes, il y a beaucoup d'expressions et de mises en pratique locales mais pas de théorie générale car il n'y a pas vraiment, pour l'instant, de théoriciens, ni de général d'ailleurs. Il n'y a pas de stratégies pour atteindre un « état final recherché » mais simplement des tacticiens. Or, un bon tacticien n'est pas forcément un grand stratège et encore moins un théoricien. Il peut même desservir complètement la cause lorsqu'il s'y essaye et c'est actuellement plutôt le cas.

Dans l'état actuel des choses, les réponses stratégiques (mesures sociales, Grand débat national) et tactiques (dispositifs de sécurité mieux adaptés) ont permis à l'exécutif de regagner du terrain mais pas de gagner la guerre. D'un autre côté, les Gilets jaunes peuvent tenir les ronds-points et multiplier les « actes » indéfiniment mais ils ne peuvent pas imposer leur volonté de cette façon purement défensive.

Le front devrait être désormais aussi sur le champ des idées. Les Gilets jaunes ne pourront s'imposer autrement que comme nuisance que s'ils construisent une théorie. Négliger le Grand débat national au prétexte qu'il s'agirait d'un changement pour que rien ne change serait sans doute une erreur stratégique. Il faut l'investir bien sûr. Il faut infuser au moins l'idée de Français comme actionnaires des services publics, à qui on doit des dividendes (c'est déjà le cas), de la transparence sur les rémunérations et avantages de leurs employés (ce n'est pas absolument pas le cas, notamment les plus hauts fonctionnaires), des justificatifs de bonne gestion (la preuve que l'on traque vraiment les fraudeurs en tous genres par exemple et surtout le plus gros) et des services de base comme la sécurité et la justice. Beaucoup plus de transparence et de justice (sous toutes ses formes) ferait déjà beaucoup de bien à notre société, avant même d'aborder la reconquête des champs perdus de la République française.

Tout cela il faut l'incarner par une vraie structure politique. Soit les partis actuels se transforment pour revenir à une vraie alternative pour tous, gauche-droite pour simplifier, et non un immense marais cerné par à gauche et à droite par des mouvements qui accueillent désormais plus les divisionnistes que les défenseurs du peuple dans son ensemble. Soit ce mouvement devient à son tour un parti. Dans tous les cas, ce sera difficile.

Le conflit ne fait que commencer. Il entre désormais dans la phase de l'incrustation, celle où les fronts se dessinent et où les actions initiales perdent de leurs effets, celle où il faut évoluer pour reprendre l'initiative et prendre un avantage définitif.